

Bâtiment C2
35, allée Lavoisier
59650 Villeneuve d'Ascq
Tél. : 03 20 89 51 40
Fax : 03 20 89 51 49
contact@fdm-experts.fr

FDIM'EXPERTS
SARL au capital de 144 200 €
RCS Lille Métropole
SIREN 331 941 088

**ASSOCIATION
SERVICE DE CONTROLE JUDICIAIRE ET D'ENQUETES
(SCJE)**

Association déclarée
Adresse : 72 Avenue du Peuple Belge
59000 LILLE

SIREN : 435 274 881

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024***

SERVICE DE CONTROLE JUDICIAIRE ET D'ENQUETES (SCJE)

Association déclarée

RNA : n° W595006197

SIREN : n° 435 274 881

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

1.- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SERVICE DE CONTROLE JUDICIAIRE ET D'ENQUETES (SCJE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2.- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3.- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe, qui expose le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des indemnités de départ en retraite.

4.- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5.- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

6.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villeneuve d'Ascq,
le 4 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
La SARL FDM'EXPERTS

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Franck MOLEUX', enclosed within a large, loopy oval stroke.

Représentée par Franck MOLEUX

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	586 595	477 387	109 208	126 279
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	584 478	475 270	109 208	126 279
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	2 117	2 117		
Immobilisations corporelles	6 878 762	2 439 749	4 439 013	4 243 156
Terrains	365 190		365 190	365 190
Constructions	4 855 666	1 604 596	3 251 070	3 535 099
Installations techniques, matériel et outillage	4 139	2 624	1 515	2 191
Autres immobilisations corporelles	1 248 302	832 529	415 773	340 676
Immob. en cours / Avances et acomptes	405 465		405 465	
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières	72 774		72 774	63 905
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	1 764		1 764	1 764
Prêts				
Autres immobilisations financières	71 010		71 010	62 141
Total I	7 538 132	2 917 136	4 620 995	4 433 341
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comm				
Créances	6 666 241	234 882	6 431 359	5 915 792
Usagers et comptes rattachés	6 461 455	195 000	6 266 455	5 783 925
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	204 786	39 882	164 904	131 868
Divers	9 211 893		9 211 893	7 985 379
Valeurs mobilières de placement	65 000		65 000	65 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 082 507		9 082 507	7 840 575
Charges constatées d'avance	64 386		64 386	79 804
Total II	15 878 134	234 882	15 643 252	13 901 171
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	23 416 266	3 152 018	20 264 248	18 334 512

Bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation	2 999 999	2 999 999
Réserves	20 689	20 689
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	13 792	13 792
Autres réserves	6 896	6 896
Report à nouveau	11 890 466	10 541 355
Excédent ou déficit de l'exercice	1 794 921	1 776 876
Situation nette (sous-total)	16 706 074	15 338 918
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	16 706 074	15 338 918
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	25 000	25 000
Provisions pour charges	468 164	
Total III	493 164	25 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	147 736	172 133
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	335 254	448 350
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 323 000	1 870 809
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	259 020	479 302
Produits constatés d'avance		
Total IV	3 065 010	2 970 594
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	20 264 248	18 334 512

Compte de résultat

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	14 013 102	13 010 404
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Ventes de prestations services</i>	14 013 102	13 010 404
Produits de tiers financeurs	1 544 848	1 474 742
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 544 848	1 474 742
<i>Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	147 489	
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	687	438
TOTAL I	15 706 126	14 485 583
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	2 556 634	2 385 172
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	879 565	731 914
Salaires et traitements	7 895 781	6 947 098
Charges sociales	2 358 904	2 216 749
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	485 099	509 103
Dotations aux provisions	40 399	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	98 166	61 258
TOTAL II	14 314 549	12 851 294
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 391 577	1 634 289
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	273 107	197 425
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
TOTAL III	273 107	197 425
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés	2 543	2 911
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	2 543	2 911
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	270 564	194 514
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 662 141	1 828 803
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	232 741	24 316
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
TOTAL V	232 741	24 316
CHARGES EXCEPTIONNELLES		

Compte de résultat

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Sur opérations de gestion	34 415	3 861
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		25 000
TOTAL VI	34 415	28 861
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	198 326	-4 545
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	65 546	47 382
Total des produits (I + III + V)	16 211 974	14 707 324
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	14 417 054	12 930 448
EXCEDENT OU DEFICIT	1 794 921	1 776 876

Règles et méthodes comptables

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Désignation de l'association : SCJE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 20 264 248 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 1 794 921 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/04/2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

En date du 26 janvier 2001 a été constitué l'association SCJE, Service de Contrôle Judiciaire et d'Enquêtes à Lille.

L'Objet de l'association :

L'association a pour objet de mettre au service de la justice des professionnels dans le cadre de différentes missions tant pénales que civiles.

Elle intervient dans le champ judiciaire et a pour but d'assister les magistrats dans leurs prises de décision individualisé et d'accompagner les justiciables dans leur processus d'insertion afin d'éviter la récidive.

Les actions de l'association :

Elles sont classées en 5 catégories :

- Domaine pénal : l'association propose des alternatives aux poursuites telles que les stages de sensibilisation, et met également en place des actions pré et post-sentencielles comme les enquêtes de personnalité ou des sursis avec mise à l'épreuve.
- Le Service d'Aide aux Victimes et d'Accès au Droit (SAVAD) : Il intervient auprès d'institutions et de publics différents (Établissements scolaires, gendarmeries etc.) afin de sensibiliser et d'accueillir les victimes d'infractions, les informer sur les démarches à effectuer, pour faire valoir leurs droits et les accompagner tout au long de la procédure judiciaire.
- L'aide à la parentalité : Le SCJE permet la mise en place des enquêtes sociales et familiales en saisissant le JAF (juge des affaires familiales), intervenant dans le cadre de séparations parentales conflictuelles, mais également lors d'audition des mineurs, leur permettant d'être entendu par le juge et de faire passer un message et/ou d'exprimer ses souhaits et ceux dans différents points de rencontre, gratuits et indépendants prédéfini par l'association.
- L'insertion sociale et professionnelle : a pour objectif d'accompagner sur le plan social et de développer l'employabilité des personnes sous-main de justice.
- Le PLIE : propose un accompagnement individualisé renforcé vers l'emploi, auprès d'un public précis ; permettant la montée en qualification au travers de diverse formation, ainsi que le retour à l'emploi.

Zone géographique :

Le SCJE est implanté au sein des juridictions des tribunaux de Grande Instance du Nord, de l'Aisne, d'Ile de France, du Loiret, du Loir-et-Cher, et du Cher, du Rhône, du Var, des Ardennes, de l'Isère, du Bas Rhin, de l'Ile de la Réunion, de la Guadeloupe et de Mayotte. Il dispose de 26 établissements en Métropole et en Outre-Mer.

Règles et méthodes comptables

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Autres éléments significatifs

A compter de l'exercice 2024, l'association a modifié sa méthode de comptabilisation des indemnités de départ à la retraite. Désormais, une provision est constituée. Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite, par la méthode des unités de crédit projetées, s'élève à la clôture de l'exercice à 468 164 € et son impact sur le résultat de l'exercice est de 40 399€.

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- hypothèse de départ : départ volontaire
- taux de charges sociales : X%
- Employé : 39%
- Technicien : 50%
- Cadre : 67%
- augmentation des salaires : 2%
- taux d'actualisation : 3,38%
- table mortalité : INSEE

Effectif moyen N : 198 ETP

Effectif moyen N-1 : 182 ETP

Effectif moyen N-2 : 158 ETP

Effectif moyen N-3 : 144 ETP

Effectif moyen N-4 : 111 ETP

Effectif moyen N-5 : 92 ETP

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	533 807	52 788		586 595
Immobilisations incorporelles	533 807	52 788		586 595
- Terrains	365 190			365 190
- Constructions sur sol propre	3 512 101			3 512 101
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 343 565			1 343 565
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 139			4 139
- Installations générales, agencements aménagements divers	491 869	73 870		565 739
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	562 557	120 006		682 563
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				405 465
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 279 421	193 876		6 878 762
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 764			1 764
- Prêts et autres immobilisations financières	62 141			71 010
Immobilisations financières	63 905			72 774
ACTIF IMMOBILISE	6 877 133	246 664		7 538 132

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	52 788	193 876		246 664
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	52 788	193 876		246 664
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	407 528	69 859		477 387
Immobilisations incorporelles	407 528	69 859		477 387
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	443 664	175 398		619 062
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	876 903	108 631		985 535
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 948	676		2 624
- Installations générales, agencements aménagements divers	263 444	41 101		304 545
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	450 305	77 678		527 983
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 036 265	403 484		2 439 749
ACTIF IMMOBILISE	2 443 793	473 343		2 917 136

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes**Actif circulant**

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 801 637 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	71 010		71 010
Autres	71 010		71 010
Créances de l'actif circulant :	6 730 627	6 730 627	
Créances Clients et Comptes rattachés	6 461 455	6 461 455	
Autres	204 786	204 786	
Charges constatées d'avance	64 386	64 386	
Total	6 801 637	6 730 627	71 010

Compet tenu de l'incertitude de recouvrabilité, une dépréciation des créances clients sur les années antérieures (de 2019 et avant) de 20% a été comptabilisée sur l'exercice 2020. A la clôture, la dépréciation représente une valeur totale de 195 000€.

Produits à recevoir

	Montant
ETAT-PRODUITS A RECEVOIR	7 699
Total	7 699

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	370 615	11 756	147 489	234 882
Total	370 615	11 756	147 489	234 882
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		11 756	147 489	
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	2 999 999				2 999 999
Réserves	20 689	1 776 876		1 776 876	20 689
Report à Nouveau	10 541 355		1 349 111		11 890 466
Excédent ou déficit de l'exercice	1 776 876	-1 776 876	1 794 921		1 794 921
Situation nette	15 338 918		3 144 032	1 776 876	16 706 074
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	15 338 918		3 144 032	1 776 876	16 706 074

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	25 000				25 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					468 164
Total	25 000				493 164
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		40 399			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 065 010 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	147 736	24 775	48 817	74 143
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	335 254	335 254		
Dettes fiscales et sociales	2 323 000	2 323 000		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	259 020	259 020		
Produits constatés d'avance				
Total	3 065 010	2 942 049	48 817	74 143
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	24 398			
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	38 642
DETTES. PROV. CONGES A PAYER	399 312
PROV INTERESSEMENT	1 085 563
INTERESSEMENT EX.ANTERIEURS	29 644
CHARGES SOC.SUR CONGES A PAYER	175 751
AGEFIPH	6 500
AUTRES TAXES SOCIALES	43 402
ETAT CHARGES A PAYER	8 292
Total	1 787 106

Notes sur le bilan

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes**Comptes de régularisation**

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	64 386		
Total	64 386		

Notes sur le compte de résultat

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
CONTROLE JUDICIAIRE	5 644 768
EQUETE SOC RAPIDE	2 890 736
ENQUETE DE PERSONNALITE	2 877 084
STAGE VIOLENCE CONJUGALE	713 280
STAGE SECURITE ROUTIERE	345 435
ENQUETE SOC FAMILIALE	281 285
SURSIS MIS A EPREUVE	221 630
COMPOSITION PENALE	210 404
STAGES USAGE STUPEFIANTS	141 269
STAGES CITOYENNETE	172 729
AUDITION MINEUR	110 069
AUTRES PRESTATIONS	404 414
TOTAL	14 013 102

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 090 442	231 008	216 582	3 483	1 544 848
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						1 544 848

Notes sur le compte de résultat

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
TOTAL		

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Produis sur les soldes créditeurs sur stages 2020 à 2022		232 741
Provision pour litiges prud'homaux	14 000	
Amendes et Pénalités	327	
Charges sur exercices antérieurs	20 087	
TOTAL	34 414	232 741

Autres informations

FDM'EXPERTS
Commissaires aux Comptes

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		